



Le 10 septembre : bloquons tout !!

Depuis le mois de juillet, le premier ministre nous explique combien il est essentiel de nous serrer la ceinture, de faire des économies, des sacrifices. Ce discours, on nous le sert depuis des années et depuis des années nous constatons qu'à la fin du mois, il nous reste de moins en moins d'argent. Chaque année les services publics ne cessent de se dégrader au nom de ces économies : fermeture d'hôpitaux, d'écoles, de bureaux de poste, de médiathèques... En parallèle, la pauvreté et la misère se voient de plus en plus dans les rues des villes. D'un autre côté, pour les très riches et les grosses entreprises, chaque année la situation s'améliore, leurs impôts baissent, l'état les subventionne à hauteur de centaines de milliards annuellement.

Ainsi, après des décennies de politiques publiques favorisant de plus en plus ouvertement les riches (mise en place du « bouclier fiscal », transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune en impôt sur la fortune immobilière, dégrèvement de cotisations sociales pour les employeurs, crédit emploi recherche, crédit d'impôt compétitivité emploi...) les faits sont là : ces politiques ont massivement creusé les inégalités et privé l'état de ressources pour les services publics.

Plutôt que de demander aux riches de contribuer à hauteur de leurs gains, pour son budget 2026, le gouvernement demande une nouvelle fois aux travailleurs de se serrer la ceinture et de se sacrifier. Bien sûr l'attention s'est focalisée sur la mesure de suppression de deux jours fériés : soit deux jours pendant lesquels les salariés travailleront sans être payés plus... et pour ceux qui ont des métiers où l'activité préexistait ces jours-là, ils gagneraient même moins puisqu'ils perdraient les quelques avantages de rémunération supplémentaire ou de repos compensateur... la cinquième semaine de congés payés est aussi mise en cause. Mais il ne faut pas oublier non plus les autres mesures comme le concept « d'année blanche » qui veut dire que tous les montants d'aides sociales, de pensions de retraites, etc, seront bloqués, alors que dans le même temps, les prix, eux, pourront librement augmenter... c'est donc une baisse générale du pouvoir d'achat qui s'annonce pour les salariés et les retraités.

Travailler plus pour gagner moins, c'est NON !!

À cela s'ajouterait la baisse des prises en charge de dépenses médicales par la sécurité sociale avec le doublement des franchises médicales. Sans oublier, pour les chômeurs une révision à la baisse des conditions d'indemnisation, alors que le gouvernement se sert chaque année de plusieurs milliards dans les caisses de l'UNEDIC pour abonder le budget de l'État. Bref, le gouvernement vole les cotisations chômage des salariés pour abonder son budget.

Le budget de l'État 2026 annonce aussi des coupes dans les services publics et les agents des services du ministère de l'Écologie et des DDI savent ce que cela signifie : moins de moyens, moins d'effectifs et donc des abandons de missions ou la redistribution des tâches entre agents déjà surchargés, des renoncements à la préservation de l'environnement, de la biodiversité, moins d'entretien sur les routes nationales, les canaux de VNF, moins de moyens sur les politiques du logement, la prévention des risques.

Sans lutte collective déterminée des travailleurs, quel que soit le gouvernement en place cet automne, rien ne changera.

Pour le SNPTAS CGT, tout ceci est inacceptable !!

Nous revendiquons :

- La mise en place d'une **politique écologique ambitieuse préservant l'environnement**, la biodiversité et la santé humaine ainsi que des effectifs avec des budgets à la hauteur des ambitions affichées ;
- le **dégel de la valeur du point d'indice** avec son indexation sur les prix et rattrapage des pertes de pouvoir d'achat depuis le début des années 1980, ainsi que l'intégration des primes dans le salaire indiciaire ;
- l'**augmentation des pensions de retraites** des agents, leur indexation sur les salaires et plus aucune pension et retraites inférieur en dessous au SMIC ;
- la **suppression de tout jour de carence** et retour à l'indemnisation à 100 % des jours de congés maladie et l'arrêt de la stigmatisation et la culpabilisation des malades ;
- l'**abrogation de la loi de transformation de la fonction publique** du 13 août 2019 et donc :
 - la **suppression des lignes directrices de gestions** "promotions" et "mobilités" et retour des compétences des Commissions Administratives Paritaires et CCP par corps et types de contrats, et des concertations locales avec des documents actualisés et fiables ;
 - le rétablissement des CT et des CHSCT dans leurs compétences antérieures ;
- un **plan de requalification** pour tous les agents qui exercent une fonction de qualification supérieure à celle du corps auquel ils appartiennent ;
- la mise en place de la **transparence** sur le calcul des montants retenus sur les salaires des personnels prélevés au titre des **cotisations de l'assurance santé** complémentaire obligatoire ;
- le maintien de la prise en charge de l'**assurance santé complémentaire pour les retraités** ;
- la mise en place à l'échelle du pôle ministériel d'un contrat de prévoyance collectif ayant un vrai intérêt économique pour les agents en lieu et place du dispositif actuel très coûteux pour les personnels.

Mobilisons nous TOUS !!

Par la grève,

Le blocage des locaux,

Les manifestations !

Le 10 septembre : combattons le budget d'austérité 2026